

## Face à face Hollande - Sarkozy (3/3) : Les questions économiques

Article rédigé par *Astrid Coeurderoy*, le 26 avril 2012

### Sur la (les) finance(s)

L'objectif de **Nicolas Sarkozy** est que les comptes publics soient à l'équilibre en 2016, en associant les grandes collectivités locales à l'effort de réduction de la dépense. Les exilés fiscaux seront imposés. Un impôt minimal sur les grands groupes, assis dans un premier temps sur le chiffre d'affaires mondial, sera mis en place.

De son côté, **François Hollande** veut ramener le déficit public à 3 % du PIB en 2013 et les comptes publics à l'équilibre en 2017. Hollande fustige aussi le monde de la finance.

### Emploi : quelle politique ?

**Nicolas Sarkozy** allègera les charges salariales. Il prévoit des « Accords emploi compétitivité » et une hausse du salaire net des salariés de 840 euros par an pour les 7 millions de salariés qui gagnent entre 1 000 et 1 400 euros via l'intégration de la prime pour l'emploi. Pour les titulaires du RSA, il demandera sept heures d'activité d'intérêt général obligatoire par semaine. Quant aux chômeurs, il leur donnera un Droit à la formation pour tous et les obligera à accepter un emploi. Pour la dernière année du bac pro et du CAP, l'alternance sera généralisée. Les élèves passeront 50 % de leur temps en entreprise. Enfin, les chefs d'entreprise qui embaucheront des salariés de plus de 55 ans seront exonérés de charges patronales.

**François Hollande** luttera contre le chômage en mettant en place 500 000 « contrats générations » car les jeunes et les seniors sont les plus touchés par le chômage et les premières victimes de la crise. Un employeur, s'il embauche un jeune et maintient dans l'emploi un senior, bénéficiera d'une « double exonération de cotisation sociale, ce qui représente à peu près 4 500 euros par contrat ».

Il créera 150 000 emplois d'avenir (jobs à temps plein, d'une durée maximale de 5 ans, au Smic et financés à 75 % par l'Etat) pour les jeunes des banlieues. Hollande augmentera les cotisations chômage des entreprises qui abusent des contrats précaires. Il mettra également en place un « dispositif de notation sociale » obligeant les entreprises de plus de 500 salariés à « faire certifier annuellement la gestion de leurs ressources humaines » en fonction de la qualité de l'emploi et des conditions de travail. Pour dissuader les délocalisations, François Hollande exigera « le remboursement des aides publiques reçues pour les entreprises qui se délocalisent ». Il renchéra le coût des plans sociaux des entreprises versant des dividendes ou rachetant leurs actions. Les salariés pourront saisir la justice « dans les cas manifestement contraires à l'intérêt de l'entreprise ».

### Quelle économie ?

Pour **Sarkozy**, « l'économie libérale a besoin de régulation, de normes, de contraintes, comme le droit du travail, le salaire minimum, le droit syndical et les règles de représentation des salariés, le droit des consommateurs, le droit de la concurrence, pour être au service de l'homme et non pas l'inverse. » Sarkozy renforcera la compétitivité de la France en encourageant les entreprises françaises via le maintien d'un crédit impôt-recherche, le renforcement des liens entre recherche publique (universités) et entreprises, le

développement des filières d'excellence françaises : le médical (télémédecine), le numérique et le tourisme. Il a décidé de diminuer les charges patronales pour augmenter la compétitivité des entreprises en faisant peser sur les consommateurs le coût de la politique familiale. Il exige la réciprocité dans les échanges commerciaux en Europe. Une partie des commandes publiques sera réservée aux PME européennes comme le font les Etats-Unis pour leurs propres PME. Le président-candidat souhaite que l'Europe se « protège » en mettant en place un *Buy European Act* calqué sur le modèle américain. Sarkozy ne pense pas séparer banques de dépôt et d'affaires. Il veut une opération coordonnée des Etats européens en vue d'une recapitalisation des banques.

**Hollande** prévoit une séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement. Il créera une banque publique d'investissement pour la recherche et l'innovation. Pour renforcer la compétitivité, il soutiendra les PME-PMI. Le candidat socialiste veut également créer « un livret d'épargne industrie » dont le produit servira à financer les PME. Enfin, plus une entreprise est importante, plus elle sera imposée. Les grandes seront taxées à hauteur de 35 %, les PME 30 % et les TPE 15 %. Ces dernières seront seules à pouvoir encore bénéficier de la défiscalisation et des exonérations de cotisations sociales pour leurs heures supplémentaires.

## Santé, logement, retraites et dépendance

**Nicolas Sarkozy** accélérera le passage de la retraite à 62 ans en 2017 et à 67 ans en 2022 pour diminuer les déficits cumulés des régimes de retraite à hauteur de 4,4 milliards d'euros entre 2012 et 2016. Avec Sarkozy, les retraites seront payées le 1<sup>er</sup> du mois au lieu du 8. Une réforme de la dépendance sera menée. 750 maisons de santé pluridisciplinaires seront créées. Dans les trois ans, il y aura une hausse de 30 % des droits à construire et les droits de mutation sur résidences principales seront divisés par deux dans les cinq ans. Sarkozy « souhaite développer une offre locative de logement intermédiaire à prix maîtrisé ». Il est « pour une meilleure adaptation des loyers HLM aux revenus des occupants ».

**François Hollande** exige le retour à l'âge de départ en retraite à 60 ans, par un choix individuel car les parcours et espérances de vie diffèrent. Il veut créer des pôles de santé de proximité pour lutter contre les déserts médicaux. Il luttera également « contre les refus de soins des bénéficiaires de la CMU et de l'aide médicale d'Etat par des campagnes de testing et la pénalisation de telles pratiques ». Concernant le logement, François Hollande veut encadrer les prix des loyers lors de la première location ou à la relocation dans les zones de spéculation immobilière, pour que les augmentations entre deux locataires ne soient pas déconnectées de l'évolution des revenus des ménages. »

Retrouvez tous les articles sur la présidentielle dans notre dossier :